

La tortueuse feuille de route de la France pour atteindre la neutralité carbone en 2050

Par [Audrey Garric](#) et [Nabil Wakim](#) Publié le 21 janvier 2020, [Le Monde](#)

Le cap est connu mais la trajectoire pour y parvenir, plus hasardeuse. Le gouvernement a mis en consultation publique, du lundi 20 janvier au 19 février, les deux outils de pilotage de la politique climatique et énergétique du pays : la stratégie nationale bas carbone (SNBC) et la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Grâce à ces deux feuilles de route, qui seront ensuite adoptées par décret, la France vise la neutralité carbone à l'horizon 2050, un objectif inscrit dans la loi énergie-climat promulguée en novembre 2019.

Cela ne signifie pas que les émissions de gaz à effet de serre françaises – estimées à 445 millions de tonnes équivalent CO₂ en 2018 – seront égales à zéro, mais qu'elles devront être fortement réduites (divisées par un facteur 6 ou 8) et que les rejets résiduels seront compensés par des puits de carbone naturels (forêts, prairies, etc.) ou par certains procédés industriels (capture et stockage ou réutilisation du carbone). Le problème, c'est que le rythme n'est pour l'instant pas suffisant pour atteindre une « *transformation globale de la société* » et « *se désintoxiquer des énergies fossiles* », comme l'appelle de ses vœux la ministre de la transition écologique et solidaire, Elisabeth Borne. (...)

La stratégie nationale bas carbone, qui doit désormais être prise en compte dans l'ensemble des politiques publiques, fixe pourtant des objectifs pour chaque secteur, afin que tous accomplissent leur révolution verte. Pour les transports (30 % des émissions), il s'agit de mettre fin à la vente de véhicules légers thermiques en 2040, de substituer la moitié des carburants fossiles du transport aérien par des agrocarburants ou encore de favoriser le report de la voiture vers le train, les transports en commun ou le vélo. Dans le bâtiment (19 % des émissions), il s'agit de « *fortement* » accélérer le rythme et la qualité des rénovations des logements, pour atteindre le chiffre – fixé de longue date – de 500 000 par an sur le quinquennat puis 700 000 par an à plus long terme. Les passoires énergétiques devront être ciblées en priorité afin d'assurer leur disparition d'ici à 2028.

L'agriculture (19 % des émissions également) doit être verdie en développant l'agroécologie et l'agriculture de précision (diminution de l'apport d'azote, meilleure gestion des effluents d'élevage, etc.). L'industrie (18 % des rejets) devra promouvoir des technologies bas carbone, et les déchets (3 %), l'économie circulaire. Enfin, la réduction des émissions liées à la production d'énergie (10 % du total) passera par une maîtrise de la demande ainsi qu'une décarbonation et diversification du mix énergétique. Dans le même temps, le gouvernement a également mis en consultation publique la feuille de route énergétique pour la France pour les dix prochaines années. La Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) (...) prévoit notamment un fort développement des énergies renouvelables, avec un doublement des capacités éoliennes et un quintuplement des installations solaires. Le texte maintient aussi la volonté du gouvernement de fermer 12 réacteurs nucléaires entre 2020 et 2035 (...).

La France a également renforcé son objectif de réduction de consommation d'énergie, avec un objectif de – 16,5 % en 2028. Mais la trajectoire de cette baisse repose en partie sur des arbitrages à venir, notamment la mise en place d'un prix du carbone à l'échelle européenne et la capacité à mener une politique ambitieuse de rénovation des bâtiments existants. Le document dessine également une réduction progressive de la place du gaz naturel, au profit de l'électricité, dans les bâtiments neufs.

Cette transition vers une société bas carbone nécessite des investissements supplémentaires. Il s'agira de doubler d'ici à 2028 les investissements climat – qui s'élevaient à 46 milliards d'euros en 2018 – selon les travaux de l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE). « *Cela nécessite de nouveaux investissements verts, mais également de réorienter les dépenses défavorables au climat, soit 67 milliards d'euros en 2018, et de mettre fin aux opportunités manquées, comme lorsque l'on rénove sa maison sans faire de rénovation thermique*, indique Benoît Léguet, directeur général d'I4CE et membre du Haut Conseil pour le climat. *Ce n'est pas l'argent qui manque mais plutôt les incitations et les projets.* »